

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Avis-aux-pays-europeens-Ils-doivent-comprendre-qu-il-n-y-a-pas-d-argent-public-pour-sauver-creanciers-privés>

Avis aux pays européens : "Ils doivent comprendre qu'il n'y a pas d'argent public pour sauver créanciers privés "

- Argentine - Économie - Dette externe -
Date de mise en ligne : mercredi 3 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Aujourd'hui le Conseil du FMI se réunit, de manière informelle, pour analyser la seconde révision de l'accord avec l'Argentine. Les objectifs fiscaux ont été atteints, mais un groupe de pays du G-7 presse le Gouvernement pour qu'il améliore son offre aux créanciers. Lavagna a signalé à nouveau aux pays européens qu'il n'y aura pas plus d'argent public pour payer des créanciers privés.

Va être entamée aujourd'hui une nouvelle négociation entre l'administration Kirchner et le Fonds Monétaire International (FMI). La direction de l'organisme se réunira, à titre informel, pour analyser la seconde révision de l'accord en vigueur avec l'Argentine, qui serait formellement traité la semaine prochaine. Malgré des objectifs fiscaux tenus, un groupe de pays dans le FMI - parmi lesquels l'Italie, le Japon et l'Angleterre - presse pour que l'Argentine améliore l'offre de paiement aux créanciers privés.

Mais le Gouvernement insiste sur le fait qu'il ne bougera pas de sa proposition originale. Roberto Lavagna a soutenu hier que "les pays du G-7 (les sept pays plus développés), en particulier les Européens, doivent accepter qu'il n'y a pas d'argent public disponible pour sauver les détenteurs privés de bons " comme durant la décennie des années 90. De son côté le chancelier Rafael Bielsa a défendu l'idée de négocier devant le FMI conjointement avec le Brésil, quelque chose qui inquiète Washington, et a assuré que "le modèle de relation de nos pays avec les organismes multilatéraux de crédit est fini" (voir plus bas).

Dans la réunion d'aujourd'hui le sous-directeur du Département pour l'Hémisphère Occidentale, John Dodsworth, et le chef du dossier argentin, John Thornton, présenteront un rapport technique au bureau des directeurs de l'organisme sur la seconde révision de l'accord signé en septembre.

Comme tout le monde sait, le Gouvernement argentin a largement rempli les objectifs fiscaux et monétaires fixés pour la période. De ce fait, pour les deux premiers mois de l'année la collecte fiscale a dépassé de quelque 2000 millions de pesos les sommes prévus dans l'accord. En outre, certains "objectifs qualitatifs" ont été aussi tenus comme la convocation d'un appel d'offre international pour désigner un consultant privé qui devra effectuer un audit intégral des banques Province et Nation ou la désignation d'un consortium de banques étrangères qui conseillera le gouvernement dans le processus de renégociation de la dette.

Toutefois, durant les dernières semaines, de manière chaque fois plus publique, différents fonctionnaires du Fonds ont transmis le message comme quoi le Gouvernement argentin n'avait pas avancé suffisamment dans la renégociation de la dette et que s'il prétendait à l'approbation du conseil du FMI il devait améliorer l'offre aux créanciers privés. En réalité, quelques pays appartenant au G-7 - entre dont l'Italie, le Japon et l'Angleterre - sont ceux qui pressent le plus pour lier l'accord avec le dossier de la dette privée, si le Gouvernement ne révisé pas sa proposition de paiement de la dette privée avec une perte de 75%.

Cette situation à nouveau tendu les relations avec l'organisme, au point que Nestor Kirchner a profité de son discours devant l'Assemblée Législative lundi dernier pour signaler au FMI qu'il devait "négocier de bonne foi" et respecter les accords signés, lui retournant ainsi un phrase douteuse précédemment utilisée par l'organisme contre l'Argentine.

À l'origine, le Conseil du FMI avait prévu de traiter formellement la seconde révision de l'accord le 8 mars, un jour avant l'échéance de 3100 millions de dollars avec l'organisme. Si le conseil approuvait les objectifs, cette échéance serait refinancée, bien que pas totalement (le Gouvernement paiera quelque chose en termes nets avec les

réserves, ce qui serait remboursé à la fin du crédit stand-by de trois années) en accord avec le calendrier prévu dans la lettre d'intention. Par contre, si le Conseil du FMI n'accordait pas l'"okay", l'Argentine pourrait tomber dans le "défaut" de paiement avec le FMI, parce que Kirchner a déjà prévenu qu'il ne payerait pas cette échéance avec des réserves.

Comme pour le moment on tire des deux côtés le plus possible sur la corde, mais elle ne casse pas, le secrétaire de Finances, Guillermo Nielsen, qui se trouve en Allemagne à une réunion avec les vice-ministres de Finances du G-20 (les G-7 plus 13 sous-développées), avec l'intention de convaincre les "puissants" de l'importance d'approuver la révision.

Au Gouvernement, alors, on assure que les techniciens du FMI ont déjà approuvé la révision et qu'il ne devrait pas y avoir plus de problèmes pour que le conseil le fasse aussi aujourd'hui, ou au plus tard la semaine prochaine. Au Ministère de l'Économie, à leur tour, on confie que l'administration Bush intercède une fois de plus pour atteindre cet objectif. Dans ce contexte, Lavagna a laissé entendre à nouveau qu'il n'y aura pas plus de fonds (soient des réserves ou des prêts internationaux) pour payer les créanciers privés. "Il y a ici une coutume, qui était celle de la décennie des années 90, où le FMI, la Banque Mondiale et parfois les gouvernements eux-mêmes du G-7 ou des pays développés mettaient de l'argent public pour le sauvetage des détenteurs privés de bons", indique le ministre. Mais, il a continué à expliquer, "ce qui a changé, depuis le changement de l'administration américaine, c'est que cette politique n'est plus suivie ". Et il a condamné : "Telle est la réalité que les pays du G-7, et très particulièrement les Européens, doivent accepter".

Épuisement avec le FMI

Le chancelier Rafael Bielsa a soutenu hier qu'il existe un "épuisement" du modèle de relations avec le FMI et a considéré "logique" que son pays et le Brésil élaborent des stratégies communes pour négocier leurs volumineuses dettes. "Il nous paraît logique qu'un pays qui doit un PIB et demi, comme l'Argentine, et un autre comme le Brésil, qui doit 300.000 millions de dollars, affrontent la discussion avec les organismes de crédit de manière conjointe", a-t-il affirmé. "La somme de ces dettes donne un pouvoir de négociation beaucoup plus grand", a-t-il fait valoir.

Pendant le récent sommet du Groupe des Quinze (G-15) qui s'est tenu à Caracas, Néstor Kirchner et Luiz Inácio Lula da Silva ont décidé de travailler ensemble "pour définir ses stratégies face aux organismes multilatéraux de crédit". "Nous sommes tombé d'accord pour nous réunir le 10 mars à Sao Paulo. Les deux chancelleries et ministères de l'Économie travaillent fébrilement pour remplir de contenu l'expression politique qui consiste à chercher des positions de convergence entre les deux pays pour mener à bien les négociations de la dette ", a expliqué Bielsa.

Par [Página 12](#)

Buenos Aires, le 3 de mars 2004